

11

**MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE
ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

**CELLULE DE SUIVI OPERATIONNEL DES PROJETS ET PROGRAMMES
DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE**

-0-

**CONTRIBUTION DU MINISTERE A L'OCCASION
DE LA JOURNEE DE L'EAU CELEBREE
LE 22 MARS 2006**

THEME DE LA COMMUNICATION

**EAU - MIGRATION
ET TRANSFORMATIONS SOCIALES**

Préparé par Monsieur MAME ATOU FAYE /CSO-PLCP/MFFDS

A l'énoncé du titre de la communication "Eau, Migrations et Transformations Sociales", on ne peut passer sous silence la complexité et l'immensité du thème. Or la trilogie de ces trois vocables risque d'être une juxtaposition artificielle et stérile si l'on ne prend pas soin de conférer à chacun un sens très large et compréhensif. En effet, le rôle et la place de l'eau se situent à deux niveaux : d'abord l'eau comme ressource rare, épuisable et nécessaire à toute vie et ensuite l'eau comme voie de communication qui a joué une place importante pour la découverte du monde, le développement des échanges et la connaissance de l'autre depuis toujours. C'est par l'eau, je veux parler des voies maritimes essentiellement que la découverte du monde et la connaissance de l'autre s'est opérée. La migration est un phénomène consubstantiel de la destinée humaine. Elle a constamment modifié la composition des peuplements humains sur la planète et doit être comprise et analysée dans le long terme. La sédentarisation est récente, les peuples nomades existent encore, l'envie de partir tenaille toujours de nombreux humains. La recherche de nouveaux horizons est encore une « frontière » importante de notre imaginaire. Dans un tel contexte, les migrations deviennent le chemin de la connaissance, de la connaissance de l'autre, le chemin des avenir, de tous avenir produisant des changements et des effets sociaux à long terme qui n'ont aucunement été prévus, encore moins planifiés (choc de culture, brassage, métissage, assimilation...).

S'agissant du sujet qui nous préoccupe aujourd'hui, je vais d'abord présenter :

- dans une première partie des liens entre eau et population ;
- dans une deuxième partie de la relation eau et migration ;
- dans une troisième partie de la problématique de l'eau source de conflit ou de guerre ;

Ces présentations seront traversées par les leçons tirées des changements sociaux observés ou en cours ;

- et enfin nous formulerons les solutions que nous préconisons ou du moins, un cadre de solutions qui nous paraît envisageable pour une meilleure accessibilité à la ressource.

Eau et Population :

L'eau est sans doute la ressource qui définit les limites du Développement Durable. Elle n'a pas de substitut et l'équilibre entre les demandes de l'humanité et la quantité disponible est déjà précaire.

Seulement 2,5% environ de l'eau de la planète sont de l'eau douce – essentielle à la plupart des utilisations qui en sont faites – et seulement 0,5% environ se compose d'eau souterraine accessible ou d'eau de surface. Les précipitations varient considérablement selon les lieux. Certaines parties de l'Afrique du Nord et de l'Asie occidentale n'en reçoivent que de très faibles.

Le revenu est lié à la présence de l'eau, d'un pays à l'autre comme à l'intérieur d'un même pays. Les régions les plus développées ont en

moyenne des précipitations sensiblement plus abondantes que les pays en développement et les pays les moins avancés.

La population mondiale a triplé au cours des 70 dernières années et le volume d'eau utilisé a sextuplé du fait du développement industriel et d'un recours accru à l'irrigation.

Dans le monde entier, 54% de l'eau douce disponible chaque année sont utilisés. Si la consommation par habitant demeure stable, nous pourrions en 2025 en utiliser 70% du seul fait de la croissance démographique. Si la consommation par habitant atteignait partout le niveau des pays développés, nous pourrions utiliser 90% de l'eau douce disponible en 2025.

Selon le volume des ressources en eau renouvelables dont ils disposent, on définit les pays comme souffrant des stress hydrique ou de pénurie hydrique. Les pays à stress hydrique disposent de moins de 1 700 mètres cubes d'eau par personne et par an. Au quel cas, l'eau manque momentanément en des sites donnés, et des choix difficiles doivent être faits entre ses utilisations.

Dans certaines perspectives, les bassins fluviaux constituent une unité plus satisfaisante que les pays pour jauger les volumes d'eau courante. La plupart des principaux bassins fluviaux du monde embrassent plus d'un seul pays. Actuellement, 2,3 milliards de personnes vivent dans des bassins fluviaux caractérisés au moins par le stress hydrique ; 1,7 milliard, dans des bassins où règne une situation de pénurie hydrique.

En 2025, ces chiffres seront, respectivement, 3,5 milliards et 2,4 milliards.

Selon le Secrétaire Général de l'ONU, Koffi Annan, « L'accès à l'eau salubre est un besoin fondamental et, en conséquence, un droit fondamental ».

Les experts ont défini un **besoin de base en eau (BWR)** – 50 litres par personne et par jour pour boire, assurer l'hygiène, se laver, cuire les aliments et autres besoins domestiques – et ont insisté pour en faire la norme par rapport à laquelle se mesure le droit à l'eau salubre.

Les pays utilisent diverses méthodes pour collecter des données sur l'utilisation domestique de l'eau même si des normes uniformes pour en évaluer la qualité n'ont pas été fixées.

La norme minimale ne prend pas en compte d'autres utilisations indispensables de l'eau – pour l'agriculture, la protection des écosystèmes et l'industrie. Ces besoins additionnels correspondent à une consommation type de 100 litres par personne et par jour ; en 2000, 3,75 milliards de personnes réparties entre 80 pays n'atteignaient pas ce niveau. La population de ces pays atteindra 6,4 milliards en 2050.

En de nombreuses parties du monde, les femmes sont responsables en premier lieu de la collecte de l'eau pour leur famille. Elles consacrent à cette tâche jusqu'à cinq fois plus de temps que les hommes. Plus la source d'eau est éloignée, plus la charge qui retombe sur les femmes est lourde.

La qualité d'eau utilisée par les ménages dépend tant de la distance que de la nature de la source. Par exemple, quand la source est une fontaine publique située à plus d'un kilomètre du domicile, la quantité d'eau utilisée est généralement plus élevée dans les ménages reliés aux réseaux publics d'approvisionnement.

De nombreux pays couvrent leurs besoins en eau en recourant à des moyens non viables à long terme. Si le volume d'eau soustrait des réserves est supérieur à la reconstitution par des processus naturels, la différence revient essentiellement à un « prélèvement » sur les réserves. Il peut s'agir d'aquifères locaux d'origine récente ou, dans les cas extrêmes, de sources très anciennes d'« eau primitive » souterraine. Sous certaines villes de Chine, d'Amérique Latine et d'Asie du Sud, le niveau des nappes phréatiques baisse de plus d'un mètre par an.

L'agriculture et l'industrie détournent des quantités immenses d'eau avec des effets parfois désastreux. L'exemple le plus connu est celui de la mer d'Aral qui a été détruite par le détournement des rivières qui l'alimentaient au bénéfice de l'irrigation. En Chine, le fleuve Jaune a été à sec chaque année depuis 1990 jusqu'à 600 kilomètres en amont de son embouchure. En 1997, cette situation s'est prolongée 226 jours.

On construit aujourd'hui moins de grands barrages, surtout dans les pays développés, car leurs inconvénients sont mieux reconnus : perturbation de l'environnement, déplacement de populations fixées de longue date, perte de terres de culture, envasement et détournement de l'eau au détriment des zones en aval, parfois situées dans d'autres pays.

On continue de construire d'immenses barrages en Turquie, en Chine et en Inde.

Les Evaluations quantitative de l'eau disponible ou consommée n'embrassent pas toute la dimension du problème des besoins en eau. La qualité de l'eau disponible n'est pas adéquate, loin de là. L'organisation mondiale de la santé communique d'environ 1,1 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau salubre (en quelque quantité que ce soit). Non moins de 2,4 à 3 milliards n'ont pas accès à l'assainissement.

Ces insuffisances sont les plus prononcées dans les zones rurales dont 29% des résidents n'ont pas accès à l'eau salubre, ni 62% aux réseaux d'assainissement.

La croissance démographique rapide et spontanée dans les zones urbaines et leurs environs dépasse de beaucoup leur capacité de répondre aux besoins en eau.

L'agriculture utilise les deux tiers de l'eau douce disponible. La hausse des revenus au cours des dernières décennies a entraîné une augmentation de la consommation de viande en de nombreux pays. Cela suppose des apports additionnels considérables de céréales et d'eau.

Il existe de graves incertitudes quant aux impacts futurs du réchauffement de la planète sur le volume d'eau disponible et, par la suite, sur la durabilité des établissements humains. Le régime des précipitations, notamment l'intensité et le moment des tempêtes, ainsi

que le taux d'évaporation, ont changé sensiblement au fur et à mesure que le climat se réchauffe.

Vu sous cet angle, la recherche d'une eau potable qui a toujours rythmé la vie des hommes sur terre continuera d'occuper une place prépondérante dans les sociétés humaines. Les berges du fleuve ou les puits villageois sont des lieux de rencontre privilégiés pour les femmes. Le bain rituel du Gange ou les activités de travaux domestiques au bord du fleuve Sénégal occupe une place fondamentale dans la vie de ces sociétés.

Eau et Migration :

Bien sûr, les migrations sont plurielles, diverses, évolutives, contradictoires, mais celles qui ont lieu aujourd'hui ont un caractère nouveau : elles sont une réponse immédiate à l'apparition d'un espace mondialisé unifié où les problèmes et les solutions provoquent des déplacements significatifs des populations. Et, il ne s'agit pas seulement d'émigration ou d'immigration, mais de mobilité généralisée où l'on se déplace pour fuir, s'éduquer, habiter, travailler, progresser, vieillir et apprendre.

Il est de plus en plus difficile de distinguer mobilité et migration. Sur cette planète où il n'y a presque plus rien à explorer, certains partent pour survivre d'autres pour exister, d'autres encore pour continuer d'espérer en la dignité de l'homme.

Depuis trois quarts de siècle, les fouilles de Cnossos, de Phaïstos et la Malia ont révélé au monde savant et au grand public la brillante

civilisation que connut la Crête au II^e millénaire avant J. -C. Très vite, il est apparu que la fortune du monde minoen était étroitement liée aux activités maritimes, et le géographe avec Strabon (58 av. J. -C. – entre 21 et 25 apr. J. – C.) a pu parler de « thalassocratie » crétoise.

Ceux qui ont forgé la culture délicate et originale sortie de l'oubli grâce aux efforts d'Arthur Evans et de ses disciples furent avant tout des marins, et cette évidence s'inscrit dans la géographie de leur pays et de ses alentours.

Venus par mer d'Asie Mineure à l'orée du II^e millénaire, ceux qui allaient fonder la civilisation crétoise avaient déjà une certaine expérience du milieu marin, et la pratique régulière de la navigation allait leur donner une maîtrise parfaite de cet art difficile. Progressivement, ils surent établir les règles qu'il était impératif d'observer pour circuler en sécurité sur les flots. La pêche, le cabotage, le commerce avec des populations de plus en plus éloignées ont contribué à l'élaboration de cet art nautique propre aux hommes de la mer Egée, celui que célèbre Hésiode, au VII^e siècle avant J. -C., dans son poème didactique ***Les Travaux et les Jours***.

Comme dans les autres régions d'Europe et du monde, c'est la nécessité d'assurer leur subsistance qui allait pousser sur les flots des habitants de la Crête et des Archipels de la mer Egée. Comme plus tard, les explorateurs des mers et des océans à travers les routes des épices, de la soie ou de l'encens, les civilisations phéniciennes ou les empires commerciaux européens avec les grands navigateurs qui ont pour nom

les Vasco DE GAMA, C Colomb... ont contribué au développement des échanges et à la constitution du capital international dominant.

Quelques exemples tirés des livres d'histoires nous indiquent comment ~~de~~ sont réalisés les premiers contacts. **Ph Legrand** dans un de ces ouvrages nous retrace **le commerce muet** :

« Les Carthaginois disent encore ceci : qu'il y a une contrée de Libye et des hommes qui y habitent, en dehors des colonnes d'Héraclès (1) : que lorsqu'ils sont arrivés chez ces hommes et qu'ils ont débarqué leurs marchandises, ils déposent en rang le long de la grève, se rembarquant sur leurs vaisseaux et font fumée. Les indigènes, voyant cette fumée, se rendent au bord de la mer, déposent de l'or qu'ils offrent en échanges de la cargaison et s'en retournent à distance. Les Carthaginois débarquent, examinent l'or, s'il leur paraît équivaloir à la cargaison, ils enlèvent et s'en vont, s'il ne leur paraît pas équivalent, ils s'approchent et ajoutent de l'or à ce qu'ils avaient déposé jusqu'à ce qu'ils les aient satisfaits. Ni l'une ni l'autre des parties disent les Carthaginois ne fraude : eux-mêmes ne touchent pas à l'or avant qu'il ait atteint à leur avis une valeur égale à celle de la cargaison et les indigènes ne touchent pas aux marchandises avant qu'eux aient pris l'or ».

On connaît par ailleurs que l'apport de l'Europe en Amérique sur :

L'Introduction des Plantes Européennes :

Dès le second voyage De Christophe Colombes en 1493, les espagnols se préoccupèrent d'introduire l'agriculture européenne dans le nouveau monde. Ils apportèrent des semences, des instruments agricoles notamment des charrues qui étaient jusque là inconnu des indiens et du bétail. A ce propos, il faut noter que le blé ne se cultive pas aux Antilles à cause du climat trop humide qui y prévaut. En revanche, il s'acclimata bien sur les hautes terres notamment sur les hauts plateaux du Mexique et du Pérou laissant cependant ici et là chaque fois la première place au maïs. La vigne fut également introduite. Dès 1551, on y effectuait des vendanges, outre le blé, la vigne, de nombreux européennes furent en effet acclimatés (asperges, pommes de terre etc...). Les espagnols ont aussi introduit un certain nombre d'arbres fruitiers comme les citronniers, les oranges etc...

Ce qui en revanche manqua le plus aux espagnols au début c'est l'huile, base de la cuisine Ibérique. On l'importait à grand frais d'Espagne. Il semble en effet, que les plantations d'oliviers au Pérou n'avaient pris une importance significative que dans la 2^{ème} moitié du 16^{ème} siècle. Une place exceptionnelle doit être réservée à la canne à sucre. Cette plante a été introduite depuis les îles canaris à ST Dominique puis à Porto Rico et enfin à la Jamaïque où il fallait, pour la faire prospérer, recourir à des travailleurs spécialisés dans cette culture travailleur dont on organisa l'émigration.

Le travail du sucre a nécessité beaucoup de personnel dans les différents opérations. Au début, les sucriers employaient les indiens mais ils furent

peu à peu remplacés par des noirs plus résistants et qui travaillaient plus. Ils fallaient des capitaux importants pour monter des entreprises de ce genre. Pourtant une statistique fournie par les sources, nous apprend qu'en 1548, il existait en Amérique vingt (20) Ingenios et 48 Trapiches dans la seule île de ST Dominique, ce qui donne une idée relative de la place que cette activité occupait dans l'économie au début du 16^{ème} siècle. Enfin, la canne à sucre fut également introduite au Mexique dès les débuts de la conquête.

Introduction du Bétail Européennes :

Tout comme ils l'avaient fait avec les plantes, les espagnols emmenèrent d'abord aux Antilles puis au Pérou toute sorte d'animaux parmi lesquels des chevaux, des ânes, des porcs, des moutons et surtout des animaux de base cour, on y éleva des mulets pour le transport par voie terrestre qui se faisait jusque là par le portage humain. Le bétail européen s'acclimata d'autant plus aisément en Amérique qu'il y trouva des pâturages vierges d'une grande valeur nutritive. Il se multiplia d'une façon si prodigieuse aux Antilles d'abord puis au Mexique que bientôt des colonies nombreuses d'animaux se retrouvèrent dans presque toutes les régions. D'immenses troupeaux dont certaines comprenaient entre 10 et 20.000 têtes se constituèrent. Analysant cet événement inattendu les économistes affirment qu'un accroissement aussi considérable de bétail n'a pas manqué de faire beaucoup de tort à l'agriculture indigène.

La problématique de l'intégration sociale des migrants a toujours préoccupé les pays d'accueil. Cette crise de l'intégration résulte de plusieurs facteurs dont le taux de chômage élevé chez les migrants et leur descendance, le statut précaire de nombreux migrants. A ce titre,

les politiques de lutte contre le racisme n'arrivent pas à lutter durablement contre la marginalisation sociale et la ghettoïsation des migrants.

Toutefois, la migration est une source de renouvellement constant aux plans des idées, des liens de solidarité sociale et internationale, des expressions culturelles et politiques. Elle tisse des liens solides entre communautés dans les pays d'accueil et les pays d'origine. Elle contribue à l'apparition de la world music, d'une littérature des interfaces culturelles, de transformations culinaires, d'appropriations et d'adaptations conceptuelles donc de métissages culturels profonds tant dans les pays d'accueil que dans les pays d'origine.

Eau : Sources de Conflits

La compétition pour une eau de plus en plus rare aggrave le risque de conflit international (tant économique que militaire) causé par des plans visant à en améliorer la qualité ou à en détourner les sources. Plus de 200 bassins fluviaux traversent des frontières nationales. Treize grands fleuves et lacs sont partagés entre 100 pays.

Pour mémoire, on peut citer divers conflits ayant pour origine le contrôle de l'eau :

- la guerre Russo japonaise de 1905 pour un accès à la mer d'Ara
- le conflit franco-belge pour le contrôle du fleuve Congo
- le conflit franco-anglais pour le contrôle du Canal de Suez et par extension de la mer rouge

Dans le continent africain malade de ses richesses et de la pauvreté de certaines de ses zones, l'accès à l'eau et à la terre est en train de devenir un des problèmes les plus difficiles à gérer et à organiser de manière durable sur le chemin de la paix. Au Zimbabwe dans le sud du continent, comme au Rwanda dans le centre jusque dans les régions forestières de la Côte d'Ivoire et de la Sierra Léone.

Sources de conflits divers dont la panoplie est encore à faire, la terre et l'eau placent encore certains groupes d'acteurs en position d'exclus, au nom du droit du sol, de droit sur le sol et l'eau. Ce constat fait par les anthropologues, sociologues, géographes, techniciens du secteur de l'élevage, est aujourd'hui suffisamment grave pour être le prétexte d'un atelier régional à l'initiative de Lead-Afrique, le Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET) sur le thème, « Conflits pour l'accès aux Ressources en Terre et en Eau dans les Zones Arides d'Afrique Subsaharienne : facteurs socio-jacents et réponses politiques. »

« L'Aggravation de la crise qui affecte les zones arides et semi-arides en Afrique subsaharienne et l'instauration d'une insécurité alimentaire généralisée s'accompagne de l'exacerbation des conflits liés à l'accès à la terre et/ou au contrôle des ressources naturelles qui ont pour nom : conflits récurrents entre agriculteurs et éleveurs dans les pays du Sahel, conflits fonciers en Côte d'Ivoire, conflits autour du partage des eaux du fleuve Sénégal entre la Mauritanie et le Sénégal. Conflits pour le contrôle des ressources minières en Sierra Léone, au Libéria etc. »

« Autour de toutes les questions, aujourd'hui sources de nombreux problèmes dans la sous-région, l'on pourrait évoquer toutes les tensions et conflits qui existent entre différents groupes d'acteurs qui revendiquent les mêmes droits sur une ressource commune (terres de culture, zones de parcours ou de pêche etc. qui doivent être appréhendés comme la résultante d'un accès non équitable à la ressource... »

Au centre de certaines questions de stabilité politique et même économique, la terre et l'eau pourraient expliquer par le mode et les difficultés d'accès qui les entourent l'origine et la nature de certains conflits en Afrique.

C'est ainsi que pour certains sociologues presque tous unanimes sur la question, « les épisodes de sécheresse et les crises alimentaires récurrentes ont engendré une amplification des flux migratoires entre différentes régions à l'intérieur d'un même pays, mais aussi entre les pays sahéliens et les pays côtier. Ces mouvements de populations s'accompagnent d'une compétition à haut risque pour l'accès à la terre. C'est ce type de dynamique conflictuelle qui se développe en haute casamance (Sénégal) où l'arrivée de migrants provenant du centre du pays suscite des disputes et des tensions entre les populations autochtones et allochtones ».

L'occupation de la Cisjordanie par Israël a aussi des soubassements hydriques. L'occupation a resserré la corde autour de leur cou en les privant d'eau, et des meilleures terres, avec un climat doux et un sol

fertile. De Touba jusqu'au fleuve Jourdain l'occupation s'est accaparée du noyau stratégique de la sécurité alimentaire. Cette zone a les réserves d'eau, les sources, le sol adapté aux cultures en toutes saisons, les plaines connues pour la qualité des récoltes, de même que ses montagnes connues pour les arbres fruitiers comme les amandes, et les cultures fourragères.

De même dans le conflit du Darfour, "Le contrôle des puits" pour assurer l'approvisionnement des combattants et un enjeu extrêmement important.

Plus récemment, l'apparition de la **grippe aviaire** montre comment le brassage des différentes espèces d'oiseaux migratoires qui viennent d'Afrique par millions augmente gravement le risque d'explosion de l'épizootique sur la grippe aviaire.

Les routes de migration des oiseaux qu'elles soient d'Europe ou d'Asie se côtoient dans des zones où le brassage des populations est plus important que les points d'eau sont rares. Elle pourrait avoir des effets dévastateurs sur nos écosystèmes et nos modes de vie. Déjà, le secteur de l'aviculture vit des moments de crises et les personnes averties s'interdisent la consommation de volaille.

C'est le chercheur Yves Le Meur qui se désole du fait qu'il n'y a pas eu une lecture unique des conflits, signale aussi une nouvelle donne à trouver dans ce qu'il a qualifié de « pluralité des causes », selon qu'il s'agit de l'accès à la terre ou à l'eau autour des parcs, des réserves, des points d'eau etc. L'anthropologue insiste aussi sur les origines diverses

des conflits et des foyers de tensions qui compliquent sérieusement la recherche de solutions à trouver pour les politiques. A l'en croire, «Il faut une prise de conscience. Même si les choses sont très complexe... ».

Une Chance : la Décentralisation

Aujourd'hui, l'enjeu majeur dans l'ensemble des régions du continent est d'arriver à des compromis acceptés par tous. Mais, la limite, dans les solutions proposées, est que pour la plupart, elles sont d'ordre technique et non politique. Sur ce point, il a été signalé dans les études, que la décentralisation reste une approche intéressante en ce qu'elle permet l'émergence d'une citoyenneté nouvelle. Même si elle complique, selon Le Meur, les choses avec un nouveau découpage géographique des zones. Dans d'autres cas, toute solution devrait passer également par le retour aux sources historiques comme dans le cas de la Côte d'Ivoire et du Rwanda.

En guise de conclusion, l'anthropologue français, estime qu'il n'existe pas un seul pays où tout est en ordre aujourd'hui. « L'idéal, c'est d'arriver à un certain équilibre qui consisterait à lier l'approche à différents échelons en partant du niveau local aux plus hautes sphères de décision ». C'est à ce niveau que la décentralisation pourrait jouer un rôle intéressant sur les enjeux péri-urbain, la gestion de ressources naturelles dans le cadre d'une approche purement locale qui permettrait de réduire les conflits et les tensions sociales autour de l'eau et de la terre.

Il y a lieu aussi de promouvoir la désalinisation de l'eau de mer et la généralisation d'adduction d'eau pour permettre aux populations pauvres d'accéder à une eau potable.

Idée sur les Conventions Maritimes

Nous demeurons convaincus que l'accès aux ressources naturelles, à l'eau et la terre risque d'être l'un des principaux obstacles sur les chemins difficiles du Développement.